

# RELEVÉ DE DÉCISIONS

SOUS RÉSERVE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

Extrait des délibérations du  
[CC 07.04.2021]

## FINANCES

### Budget et principaux investissements

Vote du budget principal et des budgets annexes (port de plaisance, lac de Caniel, zones industrielles...) pour un montant total de 96,5 millions d'euros, dont 36,5 millions en investissement. Un budget qui repose sur un équilibre entre une trajectoire politique volontariste et la préservation des équilibres financiers.

#### Une collectivité saine, au service de son territoire

La présentation du budget a été l'occasion de rappeler, pour Jean-Claude Duboc, Vice-Président en charge des finances, la bonne santé financière de la collectivité. Celle-ci maintiendra, cette année encore, son soutien aux communes en étant leur premier partenaire financier via la dotation de solidarité, mais aussi son soutien aux commerçants du territoire ayant subi une fermeture administrative, notamment avec l'opération « bons d'achat solidaires ». L'occasion également de rappeler que la Communauté de Communes maintenait ses taux d'imposition pour l'année à venir comme elle maintenait son effort d'investissement et de prise en charge financière de l'offre de services et de loisirs proposée aux habitants du territoire.

#### A retenir

##### Un budget alloué :

- A la Dotation de Solidarité aux Communes pour plus de 6.000.000 €
- à de nombreux travaux de renouvellement de réseaux en eau potable et assainissement sur l'ensemble du territoire (dont 900.000 € pour le renouvellement de la conduite en eau potable d'Angiens ou encore 700.000 € pour celle de Saint-Valery-en-Caux)
- à la campagne LED, désormais initiée sur Saint-Valery-en-Caux pour 900.000 €
- à la poursuite de l'extension de la piste cyclable entre le lac de Caniel et Paluel pour un montant de 800.000 €
- à plus de 1.500.000 € pour la mise en place d'une politique globale et cohérente en matière d'aménagement du territoire à travers un Plan Local d'Urbanisme intercommunautaire (PLUi)
- à la mise en place de bacs de tri et d'Ordures Ménagères enterrés sur le littoral pour 500.000 €
- au programme de rénovation des piscines du territoire, notamment celle du Littoral pour 500.000 €
- au renouvellement du matériel nautique pour près de 300.000 € pour la période 2021-2024
- aux subventions « nautiques » pour la « Faites du nautisme 2021 » ainsi qu'au « championnat Inter Clubs Habitable 2021 » ainsi qu'à la culture avec l'attribution d'une subvention au Rayon Vert
- la mise en place de pontons d'embarquement pour les bateaux touristiques pour environ 170.000 €

**Le Conseil communautaire a approuvé l'ensemble de ces décisions.**

## ECONOMIE

### Opération Bons d'achats solidaires

Prolongement de l'opération des Bons d'achat solidaires jusqu'au 30 juin 2021

**Le Conseil communautaire a approuvé cette prolongation.**

## TECHNIQUE

### **La Communauté de Communes adopte la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères pour une mise en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022**

La loi NOTRe\* impose aux collectivités une harmonisation de leur mode de facturation de la gestion des ordures ménagères sur leur territoire. Alors que la Communauté de Communes s'est agrandi en 2017, comptant aujourd'hui 63 communes, deux modes de facturation subsistent encore : la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagère (REOM) et la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM). C'est pour répondre à cette exigence réglementaire et pour une équité sur tout le territoire que le Conseil Communautaire s'est ainsi positionné en faveur d'un mode de facturation unique : la TEOM.

#### **Qu'est-ce que la TEOM ?**

La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères est la principale source de financement des services locaux de collecte et de traitement des déchets. Cette taxe est calculée sur la taxe foncière bâtie et est applicable au propriétaire. Elle apparaît sur l'avis de la taxe foncière et est incluse dans le montant global de cette dernière

#### **Financer la collecte, mais pas que...**

Le budget de fonctionnement global du service déchets est chaque année de l'ordre de 4,5 millions d'euros. Cette somme comprend la collecte et le traitement des déchets en porte à porte mais pas que : collecte et traitement des apports dans les colonnes de tri sélectif, gestion des trois déchetteries du territoire, reprise de matières premières, participation financière à des éco-organismes et salaires des agents du service Déchets.

#### **Pourquoi la TEOM?**

Choisir la TEOM, c'est pouvoir pallier aux augmentations des coûts de traitement mais aussi aux baisses de recettes : augmentation globale du coût du traitement de l'ensemble des déchets, augmentation de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) ou encore cette année un tonnage de revente du tri sélectif en nette baisse (ralentissement de l'économie en général et notamment de la filière restauration). Ces augmentations actuelles et à venir auront forcément une répercussion sur le budget général de la collecte et du traitement. C'est afin d'aplanir les effets des augmentations des coûts et de maintenir un service de qualité tout en préservant le budget des familles que le choix du mode de gestion s'est tourné vers la TEOM. Le coût supplémentaire qui ne sera pas supporté par les habitants du territoire pourra ainsi l'être par le budget général de la Communauté de Communes, contrairement à la REOM.

**Le Conseil communautaire a décidé d'approuver le passage en TEOM sur l'ensemble du territoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.**